



Tous droits réservés

DROIT PROCÉDURE PÉNALE

Séance 8 - L'instruction

| | | |
|------|---|----|
| I. | La saisine..... | 2 |
| A) | Les conditions..... | 2 |
| B) | L'étendue de la saisine..... | 3 |
| C) | L'information de la victime..... | 3 |
| II. | Le contrôle..... | 3 |
| A) | L'exercice du contrôle de la légalité des actes accomplis durant l'instruction..... | 3 |
| 1) | La sanction : les nullités..... | 3 |
| 2) | La mise en œuvre..... | 5 |
| 3) | Les effets..... | 5 |
| B) | Le contrôle des actes juridictionnels..... | 5 |
| 1) | Condition de l'appel..... | 5 |
| 2) | Les effets..... | 6 |
| B) | Les pouvoirs exceptionnels de la chambre de l'instruction..... | 6 |
| 1) | La révision de l'instruction..... | 7 |
| 2) | Le pouvoir d'évocation..... | 7 |
| 3) | Le contrôle sur l'ensemble de la procédure..... | 8 |
| C) | Le pouvoir en cassation contre un arrêt de la chambre de l'instruction... | 8 |
| III. | La clôture de l'instruction..... | 9 |
| A) | La fin d'information..... | 9 |
| B) | L'ordonnance de règlement..... | 10 |
| 1) | Le non-lieu..... | 10 |
| 2) | Le renvoi devant la juridiction compétente..... | 10 |

L'**article 176 du CPP** dispose que « le juge d'instruction examine s'il existe contre la personne mise en examen des charges constitutives d'infraction, dont il détermine la qualification juridique ».

L'instruction a pour objectif de déterminer l'existence de l'intention et si les charges qui pèsent sur une personne nécessitent son jugement par la juridiction compétente.

Le juge instruit « à charge et à décharge » (**art. 81 CPP**). Il recherche aussi bien les faits et preuves de nature à mettre en cause l'intéressé que ceux de nature à le disculper.



Définition : Le juge d'instruction accomplit différentes opérations nommées : actes de l'instruction auxquels il peut procéder lui-même ou confier à un OPJ par le biais d'un acte appelé : commission rogatoire.

I. La saisine

A) Les conditions

Le juge d'instruction peut être saisi de 2 manières :

- 1) Par une plainte avec constitution de partie civile de la victime,
- 2) Une réquisition émanant du procureur de la République aux fins d'informer : le réquisitoire introductif d'instance.



Définition : Le réquisitoire introductif d'instance c'est acte par lequel le procureur requiert le juge d'instruction d'informer (**art.80-1 CPP**).

Le procureur de la République adresse le réquisitoire au président du TJ lequel doit désigner un juge d'instruction chargé de l'affaire (**art.83 CPP**).

B) L'étendue de la saisine

Le juge d'instruction est saisi *in rem* (**uniquement des faits contenus lors de la saisine**). Le juge d'instruction peut mettre en examen et instruire sur les personnes visées dans l'acte saisi. Il peut aussi le faire à l'encontre n'importe quelle personne contre qui il a réuni des charges suffisantes (**art.80-1 CPP**). On dit qu'il n'est **pas saisi in personae**.

C) L'information de la victime

Le juge doit informer la victime de l'infraction de son droit de se constituer partie civile, ainsi que des modalités d'exercice de ce droit (**art.80-3 CPP**).

II. Le contrôle

A) L'exercice du contrôle de la légalité des actes accomplis durant l'instruction

La Chambre de l'instruction exerce le contrôle de la légalité des actes accomplis pendant l'enquête ou l'instruction.

1) La sanction : les nullités



Définition : Elle vise à sanctionner une irrégularité de fond ou de la forme de la procédure.

Il peut s'agir à la fois les actes de l'enquête et des actes de l'instruction.

Elle vient sanctionner un acte :

1) Dans lequel figure une irrégularité,



À retenir : L'**article 171 du Code de procédure pénale** indique qu'on constate la nullité dans les situations « de méconnaissance d'une formalité substantielle prévue par une disposition du présent code ou toute autre disposition de procédure pénale ».

2) Et, qui fait grief :

La sanction de la nullité s'applique pour **l'inobservation de la règle procédure si elle cause un préjudice de la partie concernée**. « Hors les cas prévus par l'article 171, la nullité ne peut être prononcée que lorsque la violation des formes prescrites par la loi ou la méconnaissance d'une formalité substantielle a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie concernée » (**art.802 CPP**).

- **Nullité d'ordre privé** = Nécessite la **preuve du grief**. Elle ne peut être prononcée en l'absence de preuve, il s'agit généralement d'une atteinte au droit de la défense. Ce principe peut s'appliquer pour des nullités textuelles comme substantielles.



Exemple : Absence d'enregistrement audiovisuel, des interrogatoires devant le juge d'instruction en matière criminelle.

- **La nullité d'ordre public** = Ne nécessite pas la preuve d'un grief. Elle concerne la violation d'une règle essentielle de la procédure pénale.



Exemple : Incompétence, absence de serment des experts, etc

2) La mise en œuvre

La requête est présentée par les déclarations au greffe de la chambre de l'instruction.



À retenir : La nullité doit être invoquée avant toute défense au fond (**art.385 CPP**).

3) Les effets

La Chambre de l'instruction a l'appréciation de la nullité. Celle-ci peut énoncer la nullité seulement de l'acte ou bien de la procédure entière (**art.174 et 206 CPP**).

B) Le contrôle des actes juridictionnels

C'est la Chambre de l'instruction qui réalise un contrôle sur les décisions juridictionnelles du juge d'instruction ou du JLD (**art.206 CPP**).

1) Condition de l'appel

Toutes les ordonnances du juge d'instruction et du JLD sont susceptibles d'appel par le procureur de la République et le procureur général (**art.185 CPP**).

La **partie mise en examen et la partie civile** ne peuvent faire appel que de certaines ordonnances. À titre d'exemple de celles refusant l'accomplissement d'un acte d'instruction, de renvoi, s'ils estiment que les faits constituent un crime (ils s'opposent à la correctionnalisation) : **art. 186-3 CPP**, etc.

La **personne mise en examen** peut faire appel : des ordonnances statuant sur la recevabilité de la constitution de partie civile, relative à la détention provisoire, etc.

La partie civile seule peut faire appel de l'ordonnance de non informer, ordonnance de non-lieu, ordonnance faisant grief à des intérêts civils.

L'appel peut être formé par déclaration au greffe du tribunal, dans les délais inscrits dans **la loi du 23 mars 2019**.

Pour **la partie civile et la personne mise en examen** : il s'agit des 10 jours après la notification ou la signification de la décision (**art.186 CPP**).

Pour **le procureur de la République** : c'est dans les 10 jours après la notification de la décision (**art.185 CPP**). Sauf, si la personne mise en examen exerce son appel de l'ordonnance de mise en accusation, dans ce cas il dispose d'un délai de 5 jours supplémentaire à compter de l'appel du mise en examen (**art. 184 al4 CPP**).

- Pour **le procureur général** : dans les 10 jours après l'ordonnance du juge (**art.185 al.4 CPP**).

2) Les effets

L'appel est **suspensif** concernant l'ordonnance qui peut faire l'objet d'un recours. Cependant, « le juge d'instruction poursuit son information » (**art.187 CPP**).

Exceptionnellement, en matière de détention provisoire, l'appel n'est pas suspensif.

En **principe**, l'appel a un effet **dévolutif** ce qui signifie qu'il saisit la Chambre de l'instruction des points sur lesquels il est interjeté.

Exception, la chambre de l'instruction a un droit d'**évocation et de révision**.

B) Les pouvoirs exceptionnels de la chambre de l'instruction

La chambre de l'instruction a un pouvoir révision, un pouvoir de révocation et peut contrôler la procédure.

1) La révision de l'instruction

Dans la totalité des situations dans lesquelles la chambre de l'instruction est saisie d'un appel contre un ordonnance de règlement, elle a un **pouvoir de révision de l'instruction**.

Ce qu'il lui permet, à titre d'exemple : « d'office ou sur réquisition du procureur général, ordonner qu'il soit informé à l'égard des personnes mises en examen ou prévenues renvoyées devant elle sur tous les chefs de crimes, délits, contraventions, principaux ou connexes, résultant du dossier de la procédure, qui n'aurait pas été visée par l'ordonnance du juge d'instruction ou qui auraient été distraits par une ordonnance de non-lieu partiel, disjonction ou renvoi devant la juridiction correctionnelle ou de police » (**art. 202 du CPP**)



Pour aller plus loin : **Cass. crim. 13 janvier 2021 n°20-85791** : « les chambres de l'instruction, en application de l'**article 202 al. 2 du Code de procédure pénale**, modifier et compléter les qualifications données aux faits par le ministère public ou le juge d'instruction, sans ordonner une nouvelle information si les chefs de poursuites qu'elles retiennent ont été compris dans les faits pour lesquels la personne a été mise en examen devant le juge de l'instruction ».

2) Le pouvoir d'évocation



Définition : L'évocation permet à la chambre de l'instruction de mener l'instruction comme un juge d'instruction. Elle doit être partielle elle se restreint à la réalisation d'un ou de plusieurs actes d'instruction.

3) Le contrôle sur l'ensemble de la procédure

L'**article 221-3 du CPP** admet le déroulement d'une **audience spécifique** qui permet d'examiner tous les aspects de la procédure en cours.

Pour être mise en place, elle nécessite 3 conditions cumulatives :

- un délai de 3 mois depuis le placement en détention provisoire du mis en examen s'est écoulé ;
- la détention de l'intéressé ou d'une autre personne mise en examen dans la même affaire est toujours en cours ;
- L'avis de fin d'information prévue par l'**article 175 du CPP** n'a pas été délivré.

C) Le pouvoir en cassation contre un arrêt de la chambre de l'instruction

Le Parquet a la possibilité d'exercer un recours a l'encontre des arrêts de la chambre de l'instruction qui concernent l'action publique.



Attention : Les arrêts de renvoi devant le tribunal de police ou correctionnel ne sont pas susceptibles de pouvoir en cassation.

Tempérament : c'est uniquement possible dans le cas où l'arrêt a statué sur la compétence et s'il présente des dispositions que le tribunal ne pourra modifier (**art.574 CPP**).

Le pourvoi en cassation possède un effet **suspensif et dévolutif**.

III. La clôture de l'instruction

L'**article 175-2 al1 CPP** : « la durée de l'instruction ne peut excéder un délai raisonnable au regard de la gravité des faits reprochés à la personne mise en examen, de la complexité des investigations nécessaires à la manifestation de la vérité et de l'exercice des droits de la défense ».

Si le juge d'instruction estime l'information achevée, il doit informer les parties et rend **une ordonnance de règlement**.

A) La fin d'information

L'avis de fin d'information est notifié verbalement avec signature du dossier ou par lettre recommandée ou bien notifié par le chef de l'établissement pénitentiaire dans le cas où la personne est détenue. Le procureur de la République dispose d'un délai d'un mois si une personne mise en examen est détenue ou de trois mois dans les autres cas pour adresser ses réquisitions motivées au juge d'instruction.

Une partie qui désire exercer les droits qui lui sont ouverts par l'**article 175 du Code de procédure pénale** doit formuler une déclaration d'intention dans les 15 jours de l'envoi de l'avis de fin d'informations.

À l'issue du délai d'un mois ou de trois mois, ou du délai de 10 jours ou d'un mois prévu, le juge d'instruction peut rendre son **ordonnance de règlement**, y compris s'il n'a pas reçu de réquisition ou d'observation dans ces délais.



Définition : Les ordonnances de non-lieu ou de renvoi sont appelées **ordonnance de règlement**.

B) L'ordonnance de règlement

Le juge d'instruction doit renvoyer ou non l'intéressé devant la juridiction compétente.

Lorsque le juge d'instruction répond qu'il doit poursuivre son instruction, une nouvelle demande peut être réalisée à la fin d'un délai de **6 mois** (**art.175-1CPP**).

1) Le non-lieu



Définition : Dans la situation où le juge d'instruction estime que les charges ne sont pas suffisantes ou que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention ou si l'auteur est resté inconnu : il rend une ordonnance de non-lieu.



À retenir : Une ordonnance de non-lieu = non-lieu à poursuivre (**art.177 al 1 CPP**).

Il existe des **ordonnances de non-lieu partiel** (**art.182 CPP**).

La partie civile et le procureur de la République peuvent faire appel de la décision de non-lieu (**art.186 al. 2 CPP**).

2) Le renvoi devant la juridiction compétente



Définition : L'existence d'une contravention, délit ou d'un crime justifie le renvoi devant la juridiction compétente.

- en matière de contraventions

Dès lors le juge considère que l'infraction constitue une contravention, il rend **une ordonnance de renvoi** devant le tribunal de police (**art.178 CPP**).

- en matière de délit.

Lorsque le juge estime que l'infraction qu'il a instruite constitue un délit, il rend une **ordonnance de renvoi** devant le tribunal correctionnel (**art. 179 al1 CPP**).

L'ordonnance de renvoi met en principe fin à la détention provisoire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique et au CJ sous réserve d'une décision contraire du juge d'instruction (**art.179 al 2 et 3 CPP**). Les parties disposent d'un délai de 10 jours à compter de la notification de cette proposition pour indiquer si elles acceptent le renvoi de l'affaire aux fins de mise en œuvre d'une comparution de reconnaissance préalable de culpabilité.

- en matière de crime

Si le juge d'instruction estime que l'infraction est crime, il ordonne la mise en accusation des personnes mises en examen devant la cour d'assises (**art.181 al1 CPP**).